



Comité de soutien Denko Sissoko, ne tournons pas la page

Des événements extrêmement graves se sont déroulés et se déroulent actuellement au sein de l'association de protection de l'enfance de La Sauvegarde

Une menace de licenciement pour faute grave, assortie d'une mesure de mise à pied conservatoire décidée le 30 janvier, pèse sur une représentante du personnel, Ibtissam BOUCHAARA, éducatrice depuis plus de 15 ans à la Sauvegarde. Elle n'a donc plus le droit de travailler et est actuellement sans salaire.

Son crime ? Avoir joué son rôle d'élue du personnel, avoir constaté la façon dont les jeunes du SAMIE (Service d'Accueil des Mineurs Isolés Étrangers) sont traités et les conditions de travail des éducateurs qui, avec des moyens plus qu'insuffisants, essaient de les soutenir et les protéger (quatre éducateurs et une chef de service pour une prise en charge de plus de 70 mineurs dans des locaux totalement inadaptés). Pourtant elle a eu raison, puisque ces constats ont motivé une réunion exceptionnelle du CHS-CT, suivie de travaux dans les locaux et de renégociation des moyens humains.

Son crime, c'est aussi d'avoir répondu aux questions de la presse en ne cachant pas ces éléments. Et redisons-le : c'est la « gouvernance » de la Sauvegarde qui a signé un contrat avec le conseil Départemental, qui produit un tel déficit de moyens, et pas les salariés du SAMIE ou les représentants du personnel.

Les médias locaux et nationaux ont relaté le drame qui a touché cette structure, la défenestration du jeune Denko SISSOKO, décédé le 6 janvier 2017. De nombreuses associations se mobilisent depuis pour assurer un accueil digne des mineurs étrangers isolés.

Des rassemblements de solidarité ont eu lieu pour soutenir celle qui, dans le cadre de son mandat d'élue du personnel, a osé dénoncer les conditions de travail des éducateurs et d'accueil de ces mineurs : des salariées et salariés de la sauvegarde, des militants associatifs, des syndicalistes et des personnes révoltées par la situation...

Un comité de soutien s'est constitué pour initier et coordonner les actions à mener, diffuser les informations relatives au décès de Denko Sissoko, à la politique d'accueil des mineurs étrangers, et aux mesures de répression engagées par la Sauvegarde contre Ibtissam.

L'employeur « la Sauvegarde » tente de discréditer celles et ceux qui osent parler et manifester leur solidarité

Elle veut également faire taire toute critique en évoquant une menace sur les emplois si on conteste la politique du conseil département de la Marne... Et elle prétend ensuite regretter qu'il n'y ait pas de possibilité de « dialogue social » ou « d'espace de concertation » avec les représentants du personnel. Voulait-elle ouvrir un dialogue social en commençant par engager une procédure de licenciement, justement quand une représentante du personnel qui a fait son travail, et en la mettant à pied ?

Nous sommes déterminés à refuser ce licenciement scandaleux, à défendre le droit d'expression et la liberté d'opinion, pour offrir un accueil et une prise en charge digne à tous les jeunes confiés à la Sauvegarde, étrangers ou pas.

Nous tenions à informer le plus largement possible la population de cette scandaleuse menace de licenciement qui pèse sur une travailleuse sociale, qui n'entend défendre que les conditions de travail de ses collègues et l'accueil des mineurs.

Pour en savoir plus : <http://dormirajamais.org/ibtissam/>

Pour signer la pétition : [Ibtissam pétition](http://ibtissam.petition.com)

Pour soutenir Ibtissam mise à pied sans salaire : <https://www.tilt.com/tilts/ibtissame?s=fb&u=cnoel88>